

Vers une compréhension sociale de la productivité : **Compte rendu**

Jeff Madrick*

La productivité a dominé le discours économique aux États-Unis et dans les autres pays de l'OCDE à la fin des années 90. La lente croissance de la productivité a été la cause prochaine de la lente croissance économique pendant plus de deux décennies depuis le début des années 90. Il n'y a rien comme la rareté pour retenir l'attention, et c'est la première chose que l'économiste doit savoir. Enfin, une flambée de productivité - tous en sont convenus - a amené la prospérité aux États-Unis à la fin des années 90, et l'expérience américaine a eu une grande influence sur le discours public international. Personne ou à peu près n'a mis en cause la relation entre la croissance de la productivité et le relèvement des niveaux de vie. À peu près le seul souci était de savoir comment accroître la productivité.

Mais au début des années 2000, la productivité mesurée aux États-Unis a continué de croître, même si la reprise économique ne crée toujours pas d'emploi - on peut même se demander si c'est une reprise. Dans les enquêtes nationales, de nombreux Américains considèrent que leur pays est toujours en récession. Et ce n'est pas en leur disant que la productivité est en hausse que l'on arrive à les reconforter. Au Canada et en Europe, il est clair que la productivité a connu une progression également dans les années 90, quoique peut-être pas comme la croissance explosive observée aux États-Unis à la fin des années 90, mais le chômage demeure élevé et les

taux d'emploi faibles. Le PIB par habitant n'a pas avancé aussi vite qu'aux États-Unis.

Quelle est la relation entre la croissance de la productivité et le progrès social? Ce volume, *Towards a Social Understanding of Productivity*¹, publié sous la direction d'Andrew Sharpe, directeur exécutif du Centre d'étude des niveaux de vie, de France St-Hilaire, vice-présidente à la recherche de l'Institut de recherche en politiques publiques, et de Keith Banting, directeur de l'École des études en politique de l'Université Queen's, aborde une grande préoccupation que négligent souvent les milieux universitaires, du moins ceux des États-Unis, que je connais. Avons-nous conclu trop vite que rien ne compte sauf la croissance de la productivité? Dans quelle mesure le progrès social lui-même contribue-t-il à la croissance de la productivité? Les économistes s'attachent-ils trop aux facteurs traditionnels, qu'ils peuvent mesurer, et trop peu aux facteurs qui sont peut-être plus importants mais dont l'évaluation quantitative est plus difficile? Lorsque tout est dit, que tout est fait, que savons-nous vraiment de la cause de la productivité et que sommes-nous toujours en train de deviner ou de tâcher de faire cadrer dans des théories ou des biais prédéterminés?

Dans l'ensemble, les réponses auxquelles arrivent ces auteurs raffermissent les vues traditionnelles selon lesquelles la productivité est essentielle à la croissance et à l'augmentation du

niveau de vie - voire que, au fil du temps, la progression de la productivité améliorera la condition sociale. Mais elles définissent aussi des nuances plus fines d'interprétation des données empiriques et de leurs incidences pour l'intérêt public. Elles ajoutent considérablement à la compréhension de l'influence des facteurs sociaux sur la croissance économique et du lien entre la croissance économique et l'amélioration sociale. J'espère assez vivement que cette attention poussera les autres à la approfondir la recherche dans le domaine.

Chacun de ces essais est, de fait, une recension des écrits. Les applications pédagogiques de l'ouvrage sont immenses. Le premier essai d'Andrew Sharpe est un résumé clair et à jour de la théorie de la croissance. Le deuxième article, celui de Tony Fisher et Doug Hostland, reprend l'argument de base selon lequel la croissance de la productivité a été au cœur de la progression à long terme du niveau de vie au Canada. Les récentes déviations, soutiennent les auteurs, sont temporaires.

Le troisième essai, celui de Bart Van Ark, explique la déviation de la croissance du PIB par habitant en Europe et au Canada et aux États-Unis, malgré la similarité des niveaux de productivité. Les États-Unis sont loin d'être le pays le plus productif du monde, ce qui ne les empêche pas d'avoir le premier (ou, selon la source, le deuxième) PIB par habitant. Les différences sont essentiellement imputables au nombre d'heures travaillées.

Mais les questions centrales du volume concernent les liens entre le progrès social et la productivité. Le traitement de la santé est au nombre de ceux qui m'ont le plus intéressé. Je me suis longtemps demandé comment des économistes sérieux peuvent présenter un modèle de croissance économique qu'ils jugent complet, sans parler de l'influence qu'une société en santé peut avoir sur la productivité nationale. Emile Tompa attaque directement cette question et dégage les

arguments qu'il faut pour faire valoir que la santé y est effectivement pour quelque chose. C'est l'un des éléments les plus précieux de l'ouvrage.

La cause sociale de croissance que la théorie moderne de la croissance semble avoir le mieux présentée est l'éducation. Pourtant, la recherche empirique et les modèles statistiques révèlent des ambiguïtés. L'article d'Arthur Sweetman sur la question affronte directement les controverses. Il conclut vigoureusement que l'éducation compte pour beaucoup, mais je ne vois pas clairement comment il a répondu correctement à toutes les questions qu'il a soulevées au sujet de la preuve. La prépondérance de la preuve va dans le sens du point de vue. Mais les lacunes des arguments restent là. À son crédit, il présente les nombreuses questions avec clarté et sans ambages.

Je trouve que l'essai de Richard G. Harris sur les liens entre la politique sociale et la productivité est parmi les plus utiles de l'ouvrage. De fait, Harris couvre un vaste territoire, sans oublier les questions fondamentales. Dans quelle mesure, exactement, les études fondées sur les fonctions de production traditionnelles ont-elles été vraiment concluantes?

Voici un commentaire rafraîchissant pour un économiste de la croissance enraciné dans la théorie moderne. Parlant du modèle de comptabilité de la croissance de base de Solow, il écrit :

« Bien que ce cadre soit conceptuellement simple et largement utilisé parce que la croissance de la productivité peut être établie par la méthode résiduelle... il est reconnu depuis longtemps que cette approche présente de sérieuses lacunes. En particulier, il n'y a pas de contexte institutionnel décrivant comment sont déterminées les incitations économiques, d'où vient la nouvelle technologie, quels sont les facteurs qui déterminent l'investissement. Les principaux comptes rendus de la Révolution industrielle ou du développement économique qu'offrent les historiens de l'économie mettent un accent très net sur ces derniers facteurs. »

L'argument de base qu'invoque Harris pour préconiser l'élargissement des facteurs de croissance au-delà de la poignée de facteurs économiques traditionnels - essentiellement, l'investissement en capital, le capital humain et la technologie - est qu'ils expliquent mal la croissance. « Jusqu'ici, ajoute-t-il, il a été difficile de démontrer que les déterminants économiques parviennent assez bien à expliquer l'expérience de croissance des pays à tous les niveaux de développement économique. »

De fait, signale Harris, un des rares modèles qui a semblé avoir un certain pouvoir explicatif depuis le début des années 70 (même s'il suffit d'y jeter un coup d'œil rapide pour voir surgir des questions sur sa susceptibilité aux changements d'hypothèses quant à la chronologie et aux ensembles de données) n'a pas pu expliquer le moindrement la flambée soudaine et surprenante de croissance de la productivité aux États-Unis à la fin des années 90.

Harris analyse ensuite les effets de l'inégalité et des dépenses sociales publiques sur la croissance. Il n'a qu'une preuve suggestive à proposer. La montée de l'inégalité peut effectivement entraver la croissance, mais c'est loin d'être évident. Par contre, il faut désagréger les dépenses sociales publiques élevées pour découvrir une relation. Certains genres de dépenses sociales peuvent se répercuter sur la croissance, fait-il valoir, mais pas les dépenses sociales plus passives.

Harris demeure optimiste au sujet des modèles théoriques et statistiques à la lumière de toutes ces difficultés. Je pourrais dire qu'il accepte trop facilement certaines études. Par exemple, il affirme que de nombreuses études révèlent que les niveaux élevés de consommation publique ont entravé la croissance économique. Mais même l'étude qu'il cite, celle d'Easterly et Rebelo, reconnaît que l'analyse statistique était instable. Les travaux ultérieurs de Joel Slemrod jettent un doute considérable sur cette thèse. Il semblerait évident que les dépenses publiques

élevées, et les impôts élevés qui en sont le corollaire habituel, devraient entraver la croissance. Mais la réalité est que ces techniques ne peuvent mener à cette conclusion. Le rapport entre les dépenses publiques et les taux de croissance semble faible - ou les techniques sont trop émoussées pour les faire ressortir.

J'aimerais attirer l'attention sur un dernier essai de ce volume. Joseph Heath pose la question de savoir si la maximisation de la croissance de la productivité devrait être l'objectif premier d'un pays. Il résume très bien les enjeux. La croissance rapide de la productivité a-t-elle fait disparaître la pauvreté? Elle l'a certainement réduite, mais pas sans l'aide considérable des politiques sociales. A-t-elle amené une plus grande égalité sociale? Pas dans les trente dernières années. A-t-elle augmenté le bonheur de la population? La preuve n'est pas des plus concluantes.

Heath propose l'analogie suivante. Il faut pas mal de temps pour traverser Londres. Dans la première moitié du siècle, nous aurions tenté de construire des voitures plus rapides. Aujourd'hui, nous savons que cela n'est pas une solution complète. Hélas, il nous faut peut-être même une certaine planification centrale (c'est moi qui le dis, pas lui).

Malheureusement, Heath n'explore pas les différences entre croissance rapide de la productivité et croissance lente de la productivité. À première vue, la croissance rapide soulève plus de bateaux que la croissance lente. Il faut aussi tenir compte des grandes différences entre le caractère social et politique des nations. Par exemple, je crois que l'Europe et le Canada peuvent gérer la croissance lente mieux que les États-Unis, qui ont toujours compté davantage sur la croissance rapide que sur le partage communautaire pour régler leurs problèmes sociaux. La croissance lente constitue davantage un défi pour l'État-providence aux États-Unis qu'ailleurs.

Ainsi, la croissance relativement lente des trente dernières années n'est pas une expérience naturelle parfaite pour l'analyse de la croissance de la productivité en général. Aux États-Unis, la croissance de la productivité a été, en moyenne, beaucoup plus lente qu'au cours des cent années précédentes.

Ce volume attaque les vrais enjeux qui devraient alimenter constamment le discours, l'écriture et la réflexion des économistes. Aux États-Unis, en particulier, ces enjeux semblent avoir une importance secondaire. Cette négligence est peut-être plus vraie au Canada et en Europe que je ne le réalise. Les autres enjeux traités dans ce volume comprennent la productivité et le capital social, le vieillissement, la divergence sociale, le secteur volontaire, et les attitudes des Canadiens à l'endroit de la productivité. *Towards a Social Understanding of Productivity* représente une importante contribution, mais j'espère aussi qu'il incitera d'autres intervenants à reprendre et à faire avancer les enjeux qu'il présente.

Notes

* L'auteur est le rédacteur en chef de *Challenge: The Magazine of Economic Affairs*, chroniqueur économique au *New York Times*, et collaborateur attitré de la *New York Review of Books*. Courriel : jgmadrick@aol.com

1 Il s'agit du deuxième numéro d'une nouvelle publication annuelle, *Review of Economic Performance and Social Progress*, réalisée conjointement par le Centre d'étude des niveaux de vie et l'Institut de recherche en politiques publiques et distribuée par McGill-Queen's University Press. Tous les articles sont accessibles à www.csls.ca sous Publications, et téléchargeables sans frais. Le volume se vend 24,95 \$ (avant taxe) à www.irpp.org ou www.mqmp.mcgill.ca.